



FÉDÉRATION CGT
DES BANQUES ET ASSURANCES
ET FÉDÉRATION CGT
DES FINANCES

Paris au secours des exilés du Brexit...

Alors que les salariés du privé vont encore perdre des droits au profit du patronat avec la réforme du Code du Travail : plafonnement des indemnités prud'homales, fusion des instances représentatives, inversion de la hiérarchie des normes, réduction du périmètre pour le licenciement économique...

Alors que les agents du public vont payer un lourd tribut à la politique de « *fonctionnaire bashing* » de ce gouvernement : gel du point d'indice, projet d'indice différencié, suppression de 120.000 postes...

Alors que les retraités, et ce malgré l'annonce d'une hausse de 0,8 % des pensions, vont encore perdre du pouvoir d'achat par la hausse de la CSG.

Alors que les collectivités territoriales vont connaître une baisse de budget sans précédent (300 millions d'euro de crédit leur sont retirés), que les services publics locaux vont devoir se passer des contrats aidés, pourtant indispensables au bon fonctionnement des écoles, des centres de loisirs, etc...

Alors que 6,6 millions de personnes sont toujours sans emploi.

Alors que les pauvres sont 600.000 de plus qu'il y a 10 ans.

Alors que les étudiants, entre autres, vont devoir se passer de 5 euro d'APL, et qu'une baisse d'un milliard de cette aide est prévue.

Et bien, le Gouvernement français a décidé de dérouler le tapis rouge aux banques de la City. Pour faire de Paris la nouvelle capitale financière

européenne, Edouard Philippe a annoncé le 7 septembre dernier, des mesures qui, dans le climat actuel d'austérité ne peuvent qu'interpeller la CGT :

✚ Suppression de la tranche supérieure de la taxe sur les salaires: Il s'agit d'un prélèvement payé par les entreprises ne payant pas la TVA, comme les banques. Désormais, au delà de 152.000 euro de salaire annuel, le taux d'imposition le plus important sera de 13,5 % au lieu des 20 % actuels.

✚ Pas d'extension pour la taxe Tobin: La taxe sur les transactions financières (TTF) ne sera pas étendue aux opérations « *intrajournalières* ». Cette taxe aurait dû servir à financer des actions environnementales et solidaires.

✚ La réforme de la taxation des revenus du capital au taux unique de 30 % et la réforme de l'ISF ont été également le fer de lance de cette grande campagne de drague. S'ajoute à ceci la promesse de créer des tribunaux spécialisés ainsi que 3 lycées internationaux.

A l'heure où les actionnaires ont perçu plus de 40 milliards d'euro de dividendes, où des restrictions sans précédent sont imposées aux services publics français, où la logique de flexibilité à outrance pèse sur le salariat français, où la fraude fiscale atteint encore 80 milliards d'euro, la fédération CGT des syndicats du personnel de la Banque et de l'Assurance et la fédération des Finances CGT dénoncent fermement les avantages fiscaux qui sont concédés aux banques de la City et ce, alors même que pour l'heure, seule une banque a annoncé le rapatriement de ses activités sur Paris avec moins de 300 emplois.